

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2011, ch. 26 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 146, No 3 (2012-01-29)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 39.12, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36 dispositions conditionnelles, 1996, ch. 31, art. 53
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'art. 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295; 2009, ch. 2, art. 381, ch. 23, art. 336
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 6, 2009, ch. 2, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1763
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)r)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 40, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 41, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 42, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 43, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 44, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 48
art. 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 48
art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 49
art. 118, 2003, ch. 26, art. 38
art. 120, 2003, ch. 26, art. 39
art. 128, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 129, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 130, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 131, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 132, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42
art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43
art. 172, 2009, ch. 13, art. 15
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 358
dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229
EEV, 1999, ch. 34,

— art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189, 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;

— la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;

— par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);

— par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

- art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);
 - art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;
 - art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138
 - art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;
 - par. 172(2) et l'art. 191 en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17a);
 - par. 172(3) abrogé avant son entrée en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, art. 15;
 - divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4) en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17b);
 - divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;
 - par. 174(2) en vigueur 26.10.2006 voir TR/2006-116;
 - art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145
 - (Remarque :
 - par. 118(2) abrogé par 2003, ch. 26, art. 38;
 - par. 120(3) abrogé par 2003, ch. 26, art. 39;
 - art. 128 à 132 abrogés par 2003, ch. 26, art. 40;
 - art. 160 abrogé par 2003, ch. 26, art. 42;
 - art. 168 abrogé par 2003, ch. 26, art. 43)
 - art. 155, 157, 158, par. 161(1) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230 – Non en vigueur
- Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de telle disposition de la présente loi ou de telle disposition édictée par la présente loi ou après cette date, modifier la disposition — ou tout autre disposition — en remplaçant tout renvoi à sa date d'entrée en vigueur par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de celle-ci voir art. 231
- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71 – Non en vigueur
- EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
- EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005
- EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006
- EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15
- EEV, 2009, ch. 2, art. 381 et 382 en vigueur à la sanction 12.03.2009
- EEV, 2009, ch. 23, art. 358 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 336 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87
- EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1763 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 1764 – Non en vigueur

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40
(Canada Pension Plan Investment Board Act)

Le ministre des Finances

- art. 2**, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12
- art. 3**, 2003, ch. 22, al. 224s)(A); 2009, ch. 23, art. 317
- art. 5**, 2003, ch. 5, art. 13
- art. 6.1**, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
- art. 37**, 2003, ch. 5, art. 15; abrogé, 2009, ch. 31, art. 44
- art. 50**, 2003, ch. 5, art. 16
- art. 51**, 2003, ch. 5, art. 17
- art. 53**, 2009, ch. 31, art. 45
- art. 56**, 2003, ch. 5, art. 18
- disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
- EEV, 1997, ch. 40,
- art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24
 - art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24
 - art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le par. 90(2) du *Régime de pensions du Canada* édicté par l'art. 86, l'art. 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97
 - l'art. 84, le par. 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 86, l'art. 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, les art. 100 et 101, le par. 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.1 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16
- EEV, 1999, ch. 3, art. 19 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 3 de la *Loi sur le Nunavut* (01.04.99) voir art. 92
- EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
- EEV, 2003, ch. 5,
- par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31
 - par dérogation au par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada* par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) entrent en vigueur trois ans après la date d'entrée en vigueur de l'art. 19 (art. 19 en vigueur 01.04.2004) date d'entrée en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2)
- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), par. 317(1) en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87; par. 317(2) entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur
- EEV, 2009, ch. 31,

O

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40 (suite)

— par. 45(1) réputé entré en vigueur 01.04.1998 *voir* art. 46;
— art. 44 et par. 45(2) en vigueur 31.12.2011 *voir* TR/2011-116

Voir aussi les différentes dispositions d'application

**Office de financement de l'assurance-emploi
du Canada, Loi sur l'**
— 2008, ch. 28, art. 121

(*Canada Employment Insurance Financing Board Act*)

art. 3, 2009, ch. 23, art. 314

art. 9, 2009, ch. 2, art. 377

art. 14, 2010, ch. 12, art. 2207

Disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 348

Dispositions transitoires, 2008, ch. 28, art. 122 et 123

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), la loi, à l'exception de l'al. 4a), édicté par l'art. 121, et l'art. 123, en vigueur 20.06.2008 *voir* TR/2008-76; l'al. 4a) édicté par l'art. 121 et l'art. 122 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.

EEV, 2009, ch. 2, art. 377 en vigueur à la sanction 12.03.2009

EEV, 2009, ch. 23, art. 348 en vigueur à la sanction 23.06.2009, art. 314 en vigueur 17.10.2011 *voir* TR/2011-87

EEV, 2010, ch. 12, art. 2207 en vigueur à la sanction 12.07.2010

**Office des droits de surface du Yukon, Loi
sur l' — 1994, ch. 43**

(*Yukon Surface Rights Board Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)

art. 2, 1999, ch. 31, art. 227

art. 5, 2003, ch. 7, art. 131

art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)

art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)

art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270

art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)

art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)

art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271

annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70

partie I,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

partie II,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202

disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119

EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19

EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)

EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2002, ch. 7, art. 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 283 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3) – Non en vigueur

EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 7,

— art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;

— art. 131 entre en vigueur dix-huit mois après la date de sanction de la présente loi ou, dans cet intervalle, à la date fixée par décret (sanctionnée le 13.05.2003) *voir* art. 134. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, l'entrée en vigueur est 13.11.2004

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

Office des produits agricoles, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. A-4

(*Agricultural Products Board Act*)

LOI ABROGÉE 1997, ch. 20, art. 43

dispositions transitoires, 1997, ch. 20, art. 47 à 49

EEV, 1997, ch. 20, art. 43 et 47 à 49 en vigueur 01.01.97 *voir* art. 56

Office national de l'énergie, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. N-7
(*National Energy Board Act*)

**Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41,
par. 37(2)); le ministre des Transports (art. 108 à 111)**

art. 2, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299; 1990, ch. 7, art. 1; 1994, ch. 24, al. 34(1)m)(F); 1996, ch. 10, art. 237, ch. 31, art. 90; 2004, ch. 25, art. 147

art. 2.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 2

art. 3, 1990, ch. 7, art. 3; 1991, ch. 27, art. 1; 2001, ch. 27, art. 262

art. 6, 1990, ch. 7, art. 4

art. 7, 1991, ch. 27, art. 2

art. 9, 1994, ch. 10, art. 19; 2000, ch. 20, art. 27; 2003, ch. 22, al. 224z.56)(A) et 225z.10)(A)

art. 12, 1990, ch. 7, art. 5

art. 14, 1990, ch. 7, art. 6

art. 15, 1990, ch. 7, art. 7

art. 16, 1990, ch. 7, art. 8

art. 16.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 20

art. 16.2, 2004, ch. 15, art. 82

art. 16.3, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2149

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

- art. 18**, 2007, ch. 35, art. 152(A)
art. 20, 1990, ch. 7, art. 9(A)
art. 21, 1990, ch. 7, art. 10; 1994, ch. 10, art. 21
art. 21.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 21.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 22, 1990, ch. 7, art. 11
art. 24, 1990, ch. 7, art. 12
art. 24.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 13; 1991, ch. 24, art. 51, ann. III, art. 8
art. 25, 2007, ch. 35, art. 153
art. 26, 1994, ch. 10, art. 22; 2004, ch. 15, art. 83
partie II.1, (art. 28.1 à 28.8), ajoutée, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.5, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.6, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.7, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.8, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 29, 2001, ch. 4, art. 102
art. 32, 1990, ch. 7, art. 15
art. 34, 2004, ch. 25, art. 148(A)
art. 42, 2004, ch. 25, art. 149
art. 41, 1990, ch. 7, art. 16
art. 47, 1996, ch. 10, art. 237.1
art. 48, 1990, ch. 7, art. 17; 1994, ch. 10, art. 24; 2004, ch. 15, art. 84
art. 49, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 85
art. 50, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 25, art. 150(A)
art. 51.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 86(A)
art. 51.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 52, 1990, ch. 7, art. 18; 1996, ch. 10, art. 238
art. 54, 1990, ch. 7, art. 19
art. 55, abrogé, 1990, ch. 7, art. 20
art. 57, 1990, ch. 7, art. 21(F)
art. 58, 1990, ch. 7, art. 22; 2004, ch. 25, art. 151
partie III.1 :
art. 58.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.11, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.12, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 87
art. 58.13, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.14, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.15, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.16, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.17, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.18, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.19, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.21, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.22, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.23, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.24, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.25, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 25, art. 152
art. 58.26, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.27, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.28, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.29, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 239
art. 58.3, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 240
art. 58.31, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 88
art. 58.32, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.34, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.35, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.36, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.37, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.38, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.39, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.4, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.5, ajouté, 1990, ch. 7, art. 24
art. 60, 1996, ch. 10, art. 241
art. 69, 1996, ch. 10, art. 242; 2004, ch. 25, art. 153(A)
art. 70, 1996, ch. 10, art. 243
art. 71, 1996, ch. 10, art. 243.1
art. 73, 2004, ch. 25, art. 154
art. 74, 2004, ch. 25, art. 155
art. 77, 2004, ch. 25, art. 156(A)
art. 78, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6
art. 78.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 87; 2002, ch. 7, art. 210
art. 80, 2004, ch. 25, art. 157
art. 81, 2004, ch. 15, art. 89(A)
art. 82, 2004, ch. 15, art. 90
art. 84, 2001, ch. 4, art. 103(A)
art. 86, 2001, ch. 4, art. 104
art. 87, 2004, ch. 25, art. 158(A)
art. 92, 1994, ch. 43, art. 88
art. 97, 2004, ch. 25, art. 159
art. 97.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 89; 2002, ch. 7, art. 211
art. 99, 1990, ch. 7, art. 25(F)
art. 101, 2002, ch. 8, al. 183(1)o)
art. 106, 2004, ch. 25, art. 160
art. 108, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 359, ann., n^o 6; 1990, ch. 7, art. 26(A); 1996, ch. 10, art. 244
art. 109, 1990, ch. 7, art. 27
art. 111, 2001, ch. 4, art. 105; 2004, ch. 25, art. 161
art. 112, 1990, ch. 7, art. 28; 1994, ch. 10, art. 26; 1999, ch. 31, art. 167; 2004, ch. 15, art. 91
art. 113, abrogé, 1990, ch. 7, art. 28
art. 114, 2001, ch. 4, art. 106
art. 116, 1990, ch. 7, art. 29
art. 117, 1990, ch. 7, art. 31
art. 118, 1990, ch. 7, art. 32
art. 119, 1990, ch. 7, art. 33
art. 119.01, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 1993, ch. 44, art. 186; 1997, ch. 14, art. 82; 2001, ch. 28, art. 54
art. 119.02, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.03, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.04, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2004, ch. 15, art. 92

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

- art. 119.05**, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.06, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.07, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.08, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.09, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.091, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.092, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.093, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.094, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 35; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 36; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.5, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 37; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.6, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.7, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
section III.1, ajouté (art. 120 à 120.5), 1993, ch. 44, art. 188
art. 120, 1988, ch. 65, art. 143; abrogé, 1990, ch. 7, art. 38; ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 83; 2001, ch. 28, art. 55
art. 120.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 84; 2001, ch. 28, art. 56
art. 120.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.4, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 86; 2001, ch. 28, art. 58
art. 120.5, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 87; 2001, ch. 28, art. 59
art. 121, 2004, ch. 25, art. 162
art. 122, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n^o 6
art. 123, 1996, ch. 31, art. 91; 2004, ch. 25, art. 163(F)
art. 126, 1990, ch. 7, art. 40(A)
art. 127, 1990, ch. 7, art. 41(A)
art. 129, 1990, ch. 7, art. 42; 2004, ch. 25, art. 164(F)
art. 131, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2004, ch. 15, art. 93
art. 132, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43
disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)
disposition générale, 1996, ch. 10, art. 245
dispositions transitoires, 1990, ch. 7, art. 44 à 48
dispositions transitoires, 1991, ch. 27, art. 3
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 25; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206
EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193
EEV, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299 et 359 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26
EEV, 1988, ch. 65, art. 142, 143 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
EEV, 1990, ch. 7
— la présente loi, à l'exception des art. 13, 20, 25 et 27, entre en vigueur le 01.06.90 *voir* TR/90-66
— les art. 13 et 20 entrent en vigueur le 01.01.91 *voir* TR/90-174
— l'art. 25 est réputé entré en vigueur le 12.12.88 *voir* par. 52(3)
— l'art. 27 en vigueur à la sanction 29.03.90
EEV, 1991, ch. 24, art. 8 de l'ann. III, édicté par art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1991, ch. 27, art. 1 et 2 en vigueur 01.11.91 *voir* TR/91-145; art. 3 et 4 en vigueur à la sanction 21.06.91
EEV, 1993, ch. 44, art. 186 à 188 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
EEV, 1994, ch. 10, art. 19 à 26 en vigueur à la sanction 12.05.94
EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 43, art. 87 à 89 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
EEV, 1996, ch. 10, art. 237 à 245 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
EEV, 1996, ch. 31, art. 90 et 91 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 1997, ch. 14, art. 82 à 87 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86
EEV, 1999, ch. 31, art. 167 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 1998, ch. 5, art. 25 en vigueur à la sanction 12.05.98
EEV, 2000, ch. 20, art. 27 en vigueur 30.09.2000 *voir* TR/2000-67
EEV, 2001, ch. 4, art. 102 à 106 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2001, ch. 27, art. 262 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
EEV, 2001, ch. 28, art. 54 à 59 en vigueur 01.11.2002 *voir* TR/2002-146
EEV, 2002, ch. 7, art. 118, 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 210 et 211 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285 – Non en vigueur
EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 15, art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 *voir* TR/2005-37
EEV, 2004, ch. 25, art. 147 à 164 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2007, ch. 35, art. 152 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2007
EEV, 2010, ch. 12, art. 2149 en vigueur à la sanction 12.07.2010

O

Offices de commercialisation des produits de ferme, voir Offices des produits agricoles, Loi sur les

(Farm Products Marketing Agencies Act)

Offices des produits agricoles, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-4

[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des produits de ferme]

(Farm Products Agencies Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1993, ch. 3, art. 1

art. 1, 1993, ch. 3, art. 2

art. 2, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1)o)

art. 3, 1993, ch. 3, art. 5; 2010, ch. 12, art. 1731

art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 6, 1993, ch. 3, art. 6

art. 7, 1993, ch. 3, art. 7

art. 8, 1993, ch. 3, art. 8

art. 14, 2003, ch. 22, art. 166(A)

art. 16, 1993, ch. 3, al. 13b); 2011, ch. 25, art. 35

art. 17, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c)

art. 22, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004, ch. 25, art. 140

art. 26, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 32, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50

art. 34, 1993, ch. 3, art. 11

art. 37, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141

partie III, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12

art. 39, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 40, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 41, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 42, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83; 2004, ch. 25, art. 142

art. 43, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 44, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 45, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 46, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86 voir TR/86-109

EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction 25.02.93

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9

EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1731 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 1732 – Non en vigueur

EEV, 2011, ch. 25 (sanction : 15.12.2011), art. 35 (Partie 2) en vigueur 01.08.2012 voir TR/2011-120

Oiseaux migrateurs, Loi sur la convention concernant les — L.R. (1985), ch. M-7

(Migratory Birds Convention Act)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 22, art. 21

EEV, 1994, ch. 22, art. 21 en vigueur à la sanction 23.06.94

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22

(Migratory Birds Convention Act, 1994)

Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la Loi sur le pipe-line du Nord

art. 2, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44; 2009, ch. 14, art. 94

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2

art. 4, 2005, ch. 23, art. 3

art. 5.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45

art. 5.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46

art. 5.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)

art. 5.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 5.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 6, 2005, ch. 23, art. 5

art. 6.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 95

art. 7, 2005, ch. 23, art. 6; 2009, ch. 14, art. 96

art. 8, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7; 2009, ch. 14, art. 97(F)

art. 8.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 9, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)

art. 10, 2009, ch. 14, art. 98(F)

art. 11, 2009, ch. 14, art. 99

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138

art. 11.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8; 2009, ch. 14, art. 101

art. 13, 2005, ch. 23, art. 9; 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.01, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.02, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.03, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

O

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (suite)

art. 13.04, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.05, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.06, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.07, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.08, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.09, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)
art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)
art. 16, 2005, ch. 23, art. 12; 2009, ch. 14, art. 103
art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14; 2009, ch. 14, art. 104
art. 18, 2009, ch. 14, art. 105
art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48
art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15; abrogé, 2009, ch. 14, art. 107
art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49)(A)
art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16
annexe : ajoutée, DORS/2000-189
dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48
disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays voir par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 voir TR/96-79
EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 voir art. 2
EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 voir TR/2003-43
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 voir TR/2005-62

EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 94 à 100 et 103 à 107 en vigueur 10.12.2010 voir TR/2010-91; art. 101 et 102 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 128 – Non en vigueur

Opérations des ports de la côte ouest, Loi sur les — 1972, ch. 23

(*West Coast Ports Operations Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 46
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations des ports de la côte ouest, Loi sur les — 1974-75-76, ch. 32

(*West Coast Ports Operations Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 48
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations des ports du Saint-Laurent, Loi sur les — 1972, ch. 22

(*St. Lawrence Ports Operations Act*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 45
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la]
(*Canada Oil and Gas Operations Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; et le ministre des Ressources naturelles

titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1

art. 1, 1992, ch. 35, art. 2

art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3; 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2007, ch. 35, art. 145

art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette modification a été modifiée avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998, ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b)

art. 3.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 3.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 4, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6

art. 4.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147

art. 4.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2

art. 5, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a)

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

art. 5.01, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90; 1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190
art. 5.02, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15*b*)
art. 5.03, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15*b*)
art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15*c*)
art. 5.11, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15*d*)
art. 5.12, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15*d*)
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 11
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994, ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148
art. 5.31, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.32, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.33, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.34, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.35, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.36, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.37, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.4, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6
art. 5.5, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
art. 5.6, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
art. 6, 1994, ch. 41, al. 37(1*s*); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A)
art. 7, 1994, ch. 41, al. 37(1*s*), al. 38(1*g*); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A)
art. 9, 2003, ch. 22, art. 127(A)
Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)
art. 13.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.02, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.03, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.04, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.05, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.06, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.07, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.08, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.09, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.11, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.12, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.13, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.14, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.15, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.16, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.17, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
Partie I (art. 14 à 28)
art. 14, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35, art. 14; 1994, ch. 10, art. 7
art. 16, 1992, ch. 35, art. 15
art. 16.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15
art. 17, 1992, ch. 35, art. 16
art. 18, 1994, ch. 10, al. 15*e*)
art. 19, 1992, ch. 35, art. 17
art. 20, 1992, ch. 35, art. 18(F)
art. 21, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8
art. 22, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8
art. 23, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8

art. 24, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.), art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001, ch. 26, art. 315 et par. 324(10)
art. 25, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9
art. 26, 1992, ch. 35, art. 24
art. 27, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10
art. 28, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003, ch. 22, art. 128
Partie II (art. 29 à 48)
art. 29, 1992, ch. 35, art. 27(F)
art. 30, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50, art. 35; 2001, ch. 4, art. 163
art. 37, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50, art. 36; 2001, ch. 4, art. 164
art. 42, 1992, ch. 35, art. 28(A)
Partie III (art. 49 à 74)
art. 52, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126
art. 53, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11
art. 54, 1992, ch. 35, art. 29
art. 55, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15*f*)
art. 56, 1992, ch. 35, art. 29
art. 57, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12
art. 58.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 60, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13
art. 61, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 62, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 63, 1994, ch. 10, art. 14
art. 64, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31
art. 67, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32
art. 72, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33
art. 72.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128
disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324
dispositions générales, 1994, ch. 41, par. 37(2), 38(2)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 en vigueur 31.07.2010 *voir* TR/2010-50
EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211
EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les art. 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les art. 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244
EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106
EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
 EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
 EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
 EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'al. 49b) prend effet le 01.04.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2001, ch. 6, art. 117 entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sanction (sanctionnée le 10.05.2001) ou à la date ultérieure fixée antérieurement par décret *voir* art. 131. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, art. 117 en vigueur 08.08.2001
 EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007

Opérations portuaires du Saint-Laurent, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 39

(*St. Lawrence Ports Operations*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 49
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations portuaires, Loi de 1986 sur les — 1986, ch. 46

(*Maintenance of Ports Operations Act, 1986*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1986, ch. 46, la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction royale (18.11.86) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1994 sur les — 1994, ch. 1

(*West Coast Ports Operations Act, 1994*)

Le ministre du Travail (TR/95-36)

EEV, 1994, ch. 1 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 08.02.94) *voir* art. 20

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1995 sur les — 1995, ch. 2

(*West Coast Ports Operations Act, 1995*)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 2 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 16.03.95) *voir* art. 16

Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de 1982 — 1980-81-82-83, ch. 126

(*West Coast Ports Operations Act, 1982*)

Opérations sur la côte ouest, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 32

(*West Coast Ports Operations Act, 1975*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 48
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des**— L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)**

(*Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*)

Le ministre de la Justice

titre intégral, 2000, ch. 12, art. 115
art. 2, 1996, ch. 11, al. 95f), 97(2)b)(A) et 99b); 1997, ch. 1, art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66c)(A) et 67b), ch. 38, al. 138i)
art. 6, 1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d); 2005, ch. 35, art. 53
art. 7, 1993, ch. 8, art. 6
art. 10, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7
art. 11, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7
art. 12, 1993, ch. 8, art. 8
art. 13, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17
art. 14, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.) (suite)

art. 15, 1996, ch. 11, al. 97(1)*d*) et 99*b*); 1997, ch. 1, art. 19; 1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66*c*); 2005, ch. 38, art. 111 et 146

art. 17, 1993, ch. 8, art. 11

art. 19, 1993, ch. 8, art. 12

art. 19.1, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12

art. 22, 1997, ch. 1, art. 20

art. 23, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F)

art. 25, 1993, ch. 8, art. 14

art. 28, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21

art. 29, 1992, ch. 8, art. 15

art. 30, 1993, ch. 8, art. 15

art. 36, 1993, ch. 8, art. 16

art. 45, 1993, ch. 8, art. 17

art. 46, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 47, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 48, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17

art. 52, 2001, ch. 4, art. 81

art. 61, 1993, ch. 8, art. 18

partie III, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22

art. 62, 1997, ch. 1, art. 22

art. 63, 1997, ch. 1, art. 22

art. 64, 1997, ch. 1, art. 22

art. 65, 1997, ch. 1, art. 22

art. 66, 1997, ch. 1, art. 22

art. 67, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 68, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 69, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 70, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 71, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 72, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 73, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 74, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 75, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 76, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 77, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 78, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

partie IV, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22

art. 79, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 80, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 81, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

art. 82, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

annexe, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511; DORS/2011-37

disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19

disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146

EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.) loi proclamée en vigueur à l'exception de la partie II, 30.11.87 voir TR/87-260; partie II en vigueur 05.05.88 voir TR/88-88

EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la sanction 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 voir TR/94-24

EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 23 en vigueur 01.05.97 voir TR/97-43

EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 voir TR/99-111

EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97

EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

Ordonnances sur la copropriété, Loi de validation sur les — 1985, ch. 46

(*Condominium Ordinance Validation Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes, Loi validant des — 1988, ch. 5

(*Fruit and Vegetable Customs Orders Validation*)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

Ordre public (mesures provisoires), Loi de 1970

(*Public Order (Temporary Measures), 1970*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 43

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-26

(*Food and Agriculture Organization of the United Nations Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)*k*)

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

O

**Organisation du gouvernement, Loi de 1966
sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause)
— 1966-67, ch. 25**

(*Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...)*)

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71

EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

**Organisation du gouvernement, Loi de 1969
(voir le ministère en cause)
— 1968-69, ch. 28**

(*Government Organization Act, 1969*)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72

annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75

EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

**Organisation du gouvernement, Loi de 1970
(voir le ministère en cause)
— S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)**

(*Government Organization Act, 1970 (see Dept....)*)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32

annexe I, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152

EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88

EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement, Loi de 1979
(voir le ministère ou le sujet en cause)
— 1978-79, ch. 13**

(*Government Organization Act, 1979 (see Dept....)*)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32

annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153

EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79
voir TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 voir
TR/79-149

EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88

EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement (organismes
fédéraux), Loi sur l' (voir le ministère ou le
sujet en cause) — 1995, ch. 29**

(*Government Organization Act (Federal Agencies) (see
Dept....)*)

art. 42, 1995, ch. 29, art. 43

art. 66, 1996, ch. 8, art. 23.3

EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrés en vigueur
20.03.95 voir 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrés en
vigueur 01.04.95 voir par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à
31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115; art. 4 et 5
en vigueur 01.01.96 voir TR/95-115; art. 23 et 32 en
vigueur 01.04.96 voir TR/95-115

EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-69

**Organisations à but non lucratif, Loi
canadienne sur les — 2009, ch. 23**
(*Canada Not-for-profit Corporations Act*)

Le ministre de l'Industrie (TR/2011-60)

art. 308, abrogé, 2009, ch. 23, par. 360(2)

Dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 341 à 360

Dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.9)
(abrogations), art. 340 (mention de la partie III de la *Loi
sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des S.R.C. de
1970 dans toute loi fédérale) et art. 361 à 371
(abrogations)

Dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299

EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) et art. 341 à
360 en vigueur à la sanction 23.06.2009 voir par. 372(1);

— art. 1 à 296, par. 297(1) et (5), art. 298, 299, 303, 305 à
307 et 309, par. 311(2) et (5), art. 312, al. 313z.4), z.6),
art. 314 à 316, par. 317(1) et art. 318 à 340 en vigueur
17.10.2011 voir TR/2011-87;

— art. 300 à 302, 304, 310, 311(1), (3) et (4), art. 313
préc. al. a), les al. c), e), g), i), k), m), o), q), t), v), x), z),
z.02), z.04), z.1), z.5) et z.8) et art. 361 à 371 en vigueur
12.03.2010 voir TR/2010-25;

— art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2009,
ch. 23, par. 360(2) de la présente loi;

— al. 313a), b), d), f), h), j), l), n), p), r), s), u), w), y), z.
01), z.03), z.05) à z.09), z.2), z.3), z.7) et z.9) entrent en
vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir
par. 372(1) – Non en vigueur

— par. 317(2) entre en vigueur en conformité avec le
par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada* à la date
fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur

**Otaries à fourrures du Pacifique, Loi sur la
convention relative aux
— L.R. (1985), ch. F-33**

(*Pacific Fur Seals Convention Act*)

Loi cesse d'être en vigueur 24.02.93 voir TR/93-31

O

**Ouvrage de franchissement du détroit de
Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43**
(*Northumberland Strait Crossing Act*)

Le ministre des Transports (TR/99-5)

art. 2, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)*o*)
EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 voir TR/93-185
EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction
23.06.94
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-67

**Ouvrages destinés à l'amélioration des cours
d'eau internationaux, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. I-20**
(*International River Improvements Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2009, ch. 14, art. 89
art. 3, 2009, ch. 14, art. 90
art. 4, 2009, ch. 14, art. 91
art. 5, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 6, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 7, 2009, ch. 14, art. 92
art. 10, 2009, ch. 14, art. 93
art. 11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 20, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 30, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 31, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 32, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 33, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 34, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 35, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 36, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 37, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 38, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 39, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 40, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 41, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 42, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 43, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 44, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 45, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 46, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 47, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 48, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 49, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 50, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 51, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 52, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 89 à 93 en
vigueur 10.12.2010 voir TR/2010-91